
ASSURANCES – PROGRAMMES HORS CONSTRUCTION

La durée requise pour la communication de ces informations est estimée à 20 minutes en moyenne par réponse, y compris la lecture des instructions, la recherche de sources de données existantes, la conservation des données nécessaires, et l'inscription et la vérification des informations recueillies. Envoyer vos commentaires sur l'estimation de cette exigence ou sur tout autre aspect de cette collecte de données, y compris toute suggestion permettant d'en réduire la durée, au bureau suivant : *Office of Management and Budget Paperwork Reduction Project (0348-0043) Washington DC 205C3*

NE PAS RETOURNER VOTRE FORMULAIRE REMPLI À L'OFFICE OF MANAGEMENT AND BUDGET. VEUILLEZ L'ENVOYER À L'ADRESSE PRÉCISÉE PAR L'ORGANISME GARANT.

N.B. : Certaines de ces assurances ne s'appliquent pas forcément à votre projet ou à votre programme. Pour toute question, veuillez contacter l'organisme garant. En outre, certains organismes donateurs du gouvernement fédéral peuvent demander aux demandeurs d'attester de la possession d'assurances supplémentaires. Si c'est le cas, vous en serez avisé.

À titre de représentant dûment mandaté du demandeur, je certifie par les présentes que le demandeur :

1. A compétence légale pour demander une aide fédérale, ainsi que les capacités institutionnelles, de gestion et financières (y compris des fonds suffisants pour régler la part non fédérale des coûts du projet) pour garantir une planification, une gestion et un achèvement appropriés du projet décrit à la présente demande.
2. Donnera accès et droit d'évaluation à l'organisme donateur, au Contrôleur général des États-Unis et, selon le cas, à l'État, par le biais d'un représentant dûment mandaté, de tous les documents comptables, livres, pièces et documents ayant trait au contrat, et établira un système comptable approprié, conforme aux principes comptables généralement reconnus ou aux directives de l'organisme.
3. Établira des garanties interdisant aux employés de tirer parti de leurs fonctions à des fins constituant un conflit d'intérêt, réel ou potentiel, personnel ou institutionnel, ou à des fins personnelles.
4. Commencera et mènera à bien les travaux, dans les limites de temps imparties, sur réception de l'aval de l'organisme donateur.
5. Sera en conformité avec le *Intergovernmental Personnel Act of 1970 (USC 42 4278-4763)* ayant trait aux normes prescrites des systèmes basés sur le mérite concernant les programmes financés en vertu de l'une des 19 lois ou réglementations précisées à l'annexe A des normes de l'OPM pour un système de gestion du personnel basé sur le mérite (5 CFR 900, Section F).
6. Sera en conformité avec toutes les lois fédérales ayant trait à la non discrimination. Ces textes comprennent, sans toutefois s'y limiter : (a) le titre VI de la loi sur les droits civils de 1964 (PL 88-352) interdisant toute discrimination fondée sur la race, la couleur ou l'origine nationale, (b) le titre IX des amendements sur l'éducation de 1972, amendés (20 USC 1681-1683, et 1685-1686), interdisant la discrimination sexuelle, (c) la section 504 de la loi sur la Réadaptation de 1973, telle qu'amendée (29 U.S.C. 794) interdisant la discrimination à l'encontre des personnes handicapées, (d) la loi sur la discrimination d'âge de 1975, telle qu'amendée (42 USC 6101-6107) interdisant la discrimination basée sur l'âge, (e) la loi sur la traitement de la toxicomanie de 1972 (PL 92-255), telle qu'amendée, ayant trait à la discrimination contre les toxicomanes, (f) la loi de 1970 sur la prévention, le traitement et la réadaptation des alcooliques (PL 91-616), telle qu'amendée, interdisant la discrimination fondée sur l'abus d'alcool ou l'alcoolisme, (g) les sections 523 et 527 de la loi des services de santé publique de 1921 (42 U.S.C. 290 dd-3 et 290 ee 3), telle qu'amendée, ayant trait au caractère confidentiel des dossiers des patients traités pour abus d'alcool ou toxicomanie, (h) le titre VIII de la loi de 1968 sur les droits civiques (42 USC 3601 et suivants), telle qu'amendée, ayant trait à la non discrimination dans la vente, la location ou le financement des logements, (i) toute autre disposition de non discrimination des lois spécifiques en vertu desquelles cette demande d'aide fédérale est déposée, et (j) les exigences de toute autre loi sur la non discrimination dont peut relever cette demande.
7. Sera en conformité, ou l'a déjà fait, avec les conditions des titres II et III de la loi de 1970 d'aide à la réinstallation et des politiques d'achat de biens immobiliers (PL 91-646) prévoyant le traitement juste et équitable des personnes

déplacées ou dont la propriété immobilière a fait l'objet d'un rachat résultant des programmes fédéraux ou financés par l'État fédéral. Ces conditions s'appliquent à tous les intérêts immobiliers rachetés aux fins de projets, sans égard à la participation fédérale à ces achats.

8. Sera en conformité, le cas échéant, avec les dispositions de la loi Hatch (5 USC, 1501-1508 et 7324-7328) restreignant les activités politiques des employés dont les fonctions principales d'emploi sont financées, en tout ou partie, par des fonds fédéraux.
9. Sera en conformité, selon le cas, avec les dispositions de la loi Davis-Bacon (40 USC, 276a to 276a-7), la loi Copeland (40 U.S.C., 276c et 18 U.S.C., 874) et la loi sur les heures de travail et les normes de sécurité des contractuels (40 U.S.C., 327-333), ayant trait aux normes du travail pour les sous accords financés par l'État fédéral.
10. Sera en conformité, le cas échéant, avec les exigences d'achat d'une assurance contre les inondations, section 102(a) de la loi de 1973 sur la protection contre les dégâts des eaux (PL 93-234) qui exige que les bénéficiaires situés dans une zone spéciale de danger d'inondation prennent part au programme et souscrivent une assurance contre les inondations si le coût total d'un chantier de construction et d'acquisition assurable est de 10.000 dollars É.-U. ou plus.
11. Sera en conformité avec les normes environnementales pouvant être prescrites en vertu des éléments suivants : (a) la mise en place de mesures de contrôle de la qualité environnementale relevant de la loi nationale de politique sur l'environnement (PL 91-190) et le décret exécutif (*Executive Order -EO*) 11514, (b) tout avis de contravention des installations en vertu de l'EO 11738, (c) la protection des zones humides en vertu de l'EO 11990, (d) l'évaluation des risques d'inondation des plaines d'inondation en vertu de l'EO 11988, (e) l'assurance de concordance des projets avec le programme de gestion approuvé de l'État, élaboré dans le cadre de la loi de 1972 sur la gestion des littoraux (16 USC 1451 et suivants), (f) la conformité des mesures fédérales par rapport aux plans de mise en œuvre (de l'assainissement de l'air) des États, en vertu de la section 176(c) de la loi de 1955 sur l'assainissement de l'air, telle qu'amendée (42 U.S.C. 7401 et suivants), (g) la protection des sources souterraines d'eau potable, en vertu de la loi de 1974 sur l'eau potable, telle qu'amendée, (P.L. 93-523), et (h) la protection des espèces en danger, en vertu de la loi de 1973 sur les espèces en danger, telle qu'amendée (P.L. 93-205).
12. Sera en conformité avec la loi de 1968 sur les fleuves (16 USC, 1721 et suivants) ayant trait à la protection des éléments ou des éléments potentiels du réseau national des cours d'eau naturels.
13. Appuiera l'organisme garant pour garantir le respect de la section 106 de la loi de 1966 sur la conservation historique nationale, telle qu'amendée (16 USC 470), de l'EO 11593 (identification et protection des biens historiques) et la loi de 1974 sur la conservation archéologique et historique, 469a-1 et suivants).
14. Sera en conformité avec la loi PL 93-348 concernant la protection des personnes prenant part à la recherche, au développement et aux activités connexes financées par l'octroi de la présente subvention.
15. Sera en conformité avec la loi de 1966 sur le bien-être des animaux de laboratoire (PL 89-544, telle qu'amendée, 7 USC 2131 et suivants) ayant trait aux soins, à la manipulation et au traitement des homéothermes aux fins de recherche, d'enseignement et d'autres activités financées par l'octroi de la présente subvention.
16. Sera en conformité avec la loi sur la prévention de la toxicité de la peinture au plomb (42 USC 4801 et suivants) interdisant l'utilisation de la peinture au plomb dans la construction ou la rénovation des bâtiments d'habitation.
17. Fera réaliser les audits financiers et de conformité nécessaires, conformément aux amendements de 1996 de la loi sur les audits uniques et la circulaire no A-133 de l'OMB, Audits des États, des collectivités locales et des organismes à but non lucratif.
18. Sera en conformité avec toutes les conditions applicables de toutes les autres lois du gouvernement fédérales, décrets exécutifs, règlements et politiques régissant ce programme.

SIGNATURE DU RESPONSABLE AUTORISÉ POUR L'ATTESTATION	TITRE
ORGANISATION DU DEMANDEUR	DATE DE SOUMISSION

--	--

Formulaire type 424B (Rév. 7-97) Verso

A usage non-officiel